



VSPB · FSFP

Verband Schweizerischer Polizei-Beamter
Fédération Suisse Fonctionnaires de Police
Federazione Svizzera Funzionari di Polizia

Communiqué de presse

Lucerne, le 22 mars 2019

Directive de l'UE sur les armes : les membres de la FSFP ont la liberté de vote

FSFP - Le 19 mai prochain, nous voterons sur la mise en œuvre de la nouvelle directive sur les armes. Cette votation a déjà provoqué certains remous. Même parmi les policiers, les opinions sont très partagées. Pour cette raison, le Bureau Exécutif de la Fédération Suisse des Fonctionnaires de Police FSFP a décidé, lors de sa séance du 20 mars 2019, de proposer la liberté de vote à ses membres. « L'année dernière, nous avons déjà fait nos commentaires à propos de la nouvelle politique en matière d'armes », a déclaré la présidente de la FSFP, Johanna Bundi Ryser, tout en soulignant : « nous ne nous laissons pas instrumentaliser par la gauche ou par la droite et nous ne donnons pas de consigne de vote aux plus de 26 000 membres de notre Fédération. »

L'Union européenne (UE) a décidé en 2013 de restreindre sa législation sur les armes. Ayant signé l'accord de Schengen, la Suisse doit appliquer ces mesures restrictives au 31 mai prochain. Si tel n'est pas le cas, cela déclenchera un processus qui mettra automatiquement fin aux accords de Schengen et de Dublin à moins que la commission mixte composée des représentants de la Suisse et de l'UE décide à l'unanimité et dans un délai de 90 jours de poursuivre la coopération. La nouvelle Conseillère fédérale Karin Keller-Sutter, ministre de la Justice, a exclu cette possibilité, selon un article récemment paru dans la Basler Zeitung.

Etre exclu des accords Schengen/Dublin aura des conséquences sur notre sécurité

En cas d'un non du souverain et de l'absence d'un consensus au sein du comité mixte, la participation aux accords de Schengen et de Dublin expirera à la fin du mois de novembre 2019. « La FSFP s'est toujours battue pour ces accords. S'ils deviennent caducs, nous serons quasiment aveugles » souligne la présidente de la FSFP. En cas d'exclusion, la police et les gardes-frontière n'auront plus accès aux systèmes d'information et de recherche de Schengen et de Dublin. Le système de recherche SIS Schengen à lui seul est interrogé par les fonctionnaires suisses jusqu'à 430'000 fois par jour lors des contrôles aux frontières, dans les aéroports ou à l'intérieur du pays. L'année dernière, environ 19'000 résultats positifs de recherche ont été enregistrés en Suisse et à l'étranger. « Nous considérons que ces outils de travail sont essentiels pour nos membres » a mis en évidence la présidente de la FSFP, ajoutant : « le Bureau Exécutif de la FSFP respecte la liberté de pensée de tous les policiers. Cependant, après une analyse approfondie, chacun conclura que le fait d'être exclu de ces accords aura de graves conséquences pour la sécurité. »

Pour de plus amples informations :

- En français et italien : Max Hofmann, secrétaire général de la FSFP, tél. 076 381 44 64 (→[photo](#))
- En allemand : Johanna Bundi Ryser, présidente de la FSFP, tél. 079 609 50 90 (→[photo](#))